L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

2 F | Adresse : L'HUMANITE ROUGE B.P. 365 75064 PARIS CEDEX 02 | JOURNAL COMMUNISTE POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG | 6e ANNEE JEUDI 20 JUIN 1974 N° 235

Le programme commun est mort !

Voici quelques semaines, nous annoncions ici même la décomposition du *« programme commun »* de gouvernement, ce programme de réformes bourgeoises signé *« pour cinq ans »* entre socialistes, révisionnistes et radicaux de gauche. Aujourd'hui nous pouvons annoncer, avec quelques jours de retard il est vrai, le *« programme commun »* est mort ! il s'est éteint depuis le lendemain du premier tour des élections présidentielles, le dernier Comité central du Parti révisionniste français l'a enterré.

Il ne s'agit pas ici pour nous de pleurer sur ce prétendu *« programme démocratique »* mais de démontrer à tous ceux qui ont pu se laisser prendre au piège que le *« programme commun »* était bien un programme ELECTORAL sans principes.

Certes, demain encore on entendra ici et là des socialistes ou des révisionnistes pour parler du *« programme »*, mais pour le *« modifier »*.

Alors, à quoi se ramène l'opération *« programme commun »* ?

Imaginez, en été 1972, Marchais venant devant son Parti annoncer : *« nous soutiendrons sans réserve Mitterrand aux prochaines présidentielles s'il nationalise neuf grandes entreprises »*.

Souvenez-vous, alors, Mitterrand et le Parti socialiste ce n'est pas grand chose, sinon un politicien et un parti bourgeois, dégonflés comme des baudruches en mai 68. Quelle eut été la réaction de nombre de militants de base même trompés par l'idéologie révisionniste et surtout quelle eut été la réaction des masses populaires ? La pilule ne serait pas passée !

Alors, pour vaincre la profonde méfiance inspirée par l'expérience de ces gens, la clique de Georges Marchais élabore, non sans âpres discussions sur plusieurs points au sein du Parti révisionniste, ce fameux *« programme commun »* : la première phase de la manipulation est achevée. Lors des élections législatives de mars 73, les illusions vont bon train, mais comme s'en plaint Georges Marchais au lendemain de la défaite, le *« programme commun fait peur »*. Autrement dit, le *« programme commun »* a permis aux *« socialistes »* de retrouver une audience populaire mais il n'a pas permis de convaincre les milieux dirigeants de choisir la prétendue *«gauche»*. Ceci explique l'impasse dans laquelle se trouvaient les dirigeants du P.C.F. à la veille des présidentielles entre Mitterrand et le *« programme commun »*, il fallait choisir.

Mitterrand, lui, avait choisi et ne parlait plus que de *« l'esprit du programme »* ; à cause des contradictions dans leurs rangs, les dirigeants du P.C.F. vont s'asseoir entre deux chaises : *« un programme commun, un candidat commun »*, lancent-ils. C'est entre les deux tours des présidentielles que la décision va se faire : le programme commun est balancé par le Comité central qui se tient alors, rien ne devrait plus arrêter le ralliement des gaullistes tant espéré. Et dans une certaine mesure l'opération réussit, la prise du pouvoir est en vue, à portée de la main, disent-ils, c'est vrai et c'est un grave danger pour le prolétariat, les travailleurs, pour tout le peuple de notre pays.

Lundi soir, à la télévision, Georges Marchais a passé plus d'une heure à convaincre ses interlocuteurs, d'ailleurs fort complaisants, qu'il ne s'agit ABSOLUMENT PAS pour les dirigeants du P.C.F. de *« faire la révolution »* mais bien de faire des *« réformes »* dans le cadre du système capitaliste : Marchais est bien plus *« culotté »* que ces réformistes du temps jadis, non ? Lénine s'est battu inlassablement contre ceux qui prétendaient les réformes *« démocratiques »* possibles en système capitaliste et qui recommandaient au prolétariat révolutionnaire d'attendre que la majorité de la population exprime par les élections sa volonté d'aller au socialisme, pour faire la révolution.

Mais Marchais et ses acolytes sont bien plus criminels que les révisionnistes de type ancien : oui, ils peuvent accéder au gouvernement bourgeois car ce sont à 100 % des représentants de la bourgeoisie. Mais il faut ajouter une chose, c'est qu'ils sont bien plus dangereux que les dirigeants actuels. Aujourd'hui, Georges Marchais se félicite du renforcement du Parti socialiste. Imaginez-vous que d'authentiques communistes peuvent se réjouir du renforcement de la social-démocratie qui dans le passé a été le fer de lance de la réaction dans les masses populaires ? C'est que François Mitterrand représente une tendance dans la bourgeoisie à la conciliation et à la capitulation vis-à-vis des sociaux-impérialistes soviétiques, dont Georges Marchais est un larbin dévoué.

Il ne faut pas s'y tromper, un succès de la prétendue *« gauche »* lors de prochaines élections signifierait une répression intense contre le prolétariat et les masses révolutionnaires et placerait notre pays dans une situation encore plus grave par rapport aux préparatifs de guerre entre les nouveaux tsars de Russie et les impérialistes américains.

Alors que dans le pays de Lénine et Staline c'est maintenant la dictature d'une grande bourgeoisie du type fasciste allemand, le Doriot d'aujourd'hui, Georges Marchais, est bien plus puissant que celui d'hier, d'autant plus que sa clique à lui s'est emparée de la direction du P.C.F. et de la C.G.T., qui sont devenus des instruments du social-fascisme.

Nous ne cesserons jamais de lancer des appels à tous les militants et sympathisants du P.C.F. pour qu'ils ouvrent les yeux, car il est déjà très tard : c'est la bourgeoisie la plus réactionnaire qui les manipule ignoblement en les abusant de phrases creuses sur les *« réformes démocratiques »*.

L'aventure du *« programme commun »* doit les aider à réfléchir à cela, à rejeter le révisionnisme et à rejoindre les authentiques révolutionnaires prolétariens que sont les marxistes-léninistes.

Hors de France, la flotte de guerre du social-impérialisme soviétique !

(article page 5)

Qu'est-ce que la ligne de masse ?

Qu'est-ce que la ligne de masse ? Si nous posons aujourd'hui cette question c'est parce qu'il règne sur ce sujet une grande confusion et qu'il existe une conception opportuniste de la ligne de masse, ou plus exactement une conception qui se veut une mise en œuvre de la ligne de masse, alors qu'elle n'a rien à voir avec elle. En quoi consiste-t-elle ?

On dit : il faut partir du niveau de conscience des masses, des besoins des masses, c'est-à-dire des questions revendicatives, des préoccupations immédiates des masses, et ce n'est que lorsque nous serons apparus comme les meilleurs défenseurs des intérêts immédiats des masses que nous pourrons dénoncer le révisionnisme. Autrement, nous risquerions de nous « couper » des masses. Et c'est ce qu'on baptise « ligne de masse ».

1) Sous prétexte de partir du « niveau de conscience » des masses une telle conception aboutit en fait à ne pas mener la lutte contre le révisionnisme. Car il est certain que le révisionnisme exerce encore une grande influence sur les masses dans notre pays et qu'elles sont encore loin d'avoir pris conscience de son rôle. D'où la nécessité pour les marxistes-léninistes d'accorder un rôle essentiel à la lutte contre le révisionnisme. L'influence du révisionnisme est justement ce qui en fait l'obstacle principal à la révolution prolétarienne, et qui détermine la lutte contre lui comme tâche principale des marxistes-léninistes. Selon une telle conception, il ne faudrait pas combattre ouvertement le révisionnisme car c'est « au-dessus du niveau de conscience des masses ». C'est-à-dire qu'en fait on laisse le révisionnisme exercer son emprise sur les masses, qu'on pratique à son égard la « coexistence pacifique ».

2) Une telle conception considère que l'essentiel dans la ligne des marxistes-léninistes doit être le contenu revendicatif immédiat, que ce doit être là ce qui apparaît au premier plan, la lutte contre le révisionnisme étant reléguée au second plan. On contribue ainsi à maintenir les masses sous la direction politique du révisionnisme. Les révisionnistes utilisent les revendications immédiates des masses pour les entraîner vers des objectifs contre-révolutionnaires. Mettre au premier plan la lutte économique, c'est en fait accepter que les masses soient entraînées vers de tels objectifs.

Deux exemples illustreront cela. Une telle conception de la « ligne de masse » est apparue à l'occasion de la journée du 6 décembre. Certains camarades considérant alors que l'essentiel était la dénonciation de la vie chère, n'ont pas vu l'utilisation *politique* en faveur du « Programme commun » que les révisionnistes en faisaient. Ils n'ont pas vu que l'essentiel pour les marxistes-léninistes était de dénoncer cette opération politique et de combattre le « Programme commun ». Leur attitude a contribué à laisser les masses sous la direction politique révisionniste et à les placer eux-mêmes sous cette direction.

La même chose s'est produite à l'occasion de la grève ayant lieu chez Rateau. Là encore, certains camarades n'ont pas vu que l'essentiel résidait dans l'utilisation contre-révolutionnaire que les révisionnistes faisaient de cette grève. En croyant soutenir les travailleurs de Rateau, ils ont en fait soutenu la manœuvre révisionniste.

3) Une telle conception, non seulement ne peut pas amener les masses à rejeter le révisionnisme, mais elle fait glisser les marxistes-léninistes sur les positions du révisionnisme. Les masses ne prendront pas conscience spontanément du rôle du révisionnisme. Ce n'est que si les marxistes-léninistes mènent contre lui un combat acharné que sa véritable nature pourra être mise à jour. Si les marxistes-léninistes ne mènent pas ce combat, ils développeront eux-mêmes une ligne révisionniste et finiront par dégénérer.

4) Cette conception est opposée au principe marxiste-léniniste d' « oser aller à contre-courant ». Elle se laisse au contraire emporter par le courant révisionniste. Que dit-elle en effet ? Si nous attaquons trop violemment le révisionnisme, si nous considérons que c'est là notre tâche principale, la cible sur laquelle nous devons porter l'essentiel de nos coups, les masses ne « comprendront pas » car elles ont encore de nombreuses illusions sur le révisionnisme, nous nous « couperons » d'elles. On n'ose pas aller ainsi contre le point de vue dominant et on le laisse ainsi régner. On n'ose pas affronter les illusions existant dans les masses. C'est ainsi qu'on a pu voir certaines personnes se réclamant du marxisme-léninisme appeler à voter Mitterrand pour ne pas se « couper » des masses, d'autres ne pas oser dénoncer Mitterrand et le « Programme commun » pour la même raison.

Ceci n'a rien à voir avec une attitude marxiste-léniniste. Les marxistes-léninistes définissent leurs positions, leur ligne politique en fonction des intérêts du prolétariat, de la révolution. Même si leur point de vue est minoritaire à un moment donné, ils n'hésitent pas à le défendre.

5) Une telle conception repose sur une vision étroite de l'intérêt des masses. Elle privilégie les intérêts immédiats des masses au détriment de leurs intérêts fondamentaux. Mettre en avant les revendications immédiates et au second plan la lutte contre le révisionnisme c'est en fait oublier les véritables intérêts du prolétariat, c'est laisser agir les pires ennemis des masses, c'est préparer les pires défaites des masses.

6) Elle amène les marxistes-léninistes à taire leur point de vue sous prétexte de ne pas «heurter», c'est-à-dire en fait à mentir aux masses, à les tromper en ne dénonçant pas ouvertement leurs ennemis.

7) Sous prétexte d'appliquer la « ligne de masse », il s'agit en fait d'une transformation de la ligne politique marxiste-léniniste, dans le sens de l'opportunisme, qui n'a rien à voir avec la ligne de masse. Qu'est-ce alors que la ligne de masse ?

Ce sont les masses qui font l'Histoire

La ligne de masse telle qu'elle a été définie par Mao Tsé-toung repose sur le matérialisme historique. Ce ne sont pas les individus qui font l'histoire, contrairement à ce qu'affirme l'idéalisme. Les transformations historiques sont l'œuvre des masses, du peuple, et non pas de prétendus « génies » comme l'affirme la bourgeoisie. La révolution et l'édification du socialisme ne peuvent pas être l'œuvre des seuls communistes et de leur parti. Le Parti communiste ne peut jouer son rôle que s'il est capable de mobiliser les masses, s'il est lié à elles, pour qu'elles engagent la transformation révolutionnaire de la société.

C'est là ce qui fonde la ligne de masse.

Quels en sont les principes ?

C'est en ces termes que Mao Tsé-toung parle dans la « Causerie pour les rédacteurs du Quotidien du Chansi-Soueiyuan » (*Œuvres Choisies*, Tome IV). « Nous avons toujours soutenu que la révolution doit s'appuyer sur les masses populaires et compter sur la participation de chacun, et nous nous sommes toujours opposés à ce qu'on s'en remette exclusivement à quelques personnes qui donnent des ordres. Cependant, certains camarades n'appliquent pas encore à fond la ligne de masse dans leur travail. Ils comptent toujours sur un petit nombre de personnes seulement et travaillent dans un froid isolement. Une des raisons en est que quoi qu'ils fassent, ils répugnent à l'expliquer clairement à ceux qu'ils dirigent et qu'ils ne savent pas comment développer l'initiative et la force créative de ces derniers. » Il s'agit donc là pour les communistes, *lorsqu'ils ont un rôle de direction*, d'être capables de mobiliser ceux qu'ils dirigent, de les amener à prendre eux-mêmes en mains des responsabilités, de façon à ce que le plus grand nombre possible de personnes participent aux responsabilités et à l'action. C'est là un premier aspect.

La ligne de masse est opposée à l'autoritarisme, c'est-à-dire à l'attitude qui consiste à IMPOSER son point de vue aux masses que l'on dirige. « Dans tout travail l'autoritarisme est une erreur car il dépasse le niveau de conscience des masses, et viole le principe de la libre adhésion ; c'est une manifestation de ce mal qu'on appelle précipitation. » (Œuvre citée.) La ligne de masse consiste donc à s'appuyer sur la libre adhésion des masses, sur leur participation consciente, ce qui suppose donc un patient travail d'explication.

Dans « Le Front uni dans le travail culturel », Mao Tsé-toung met en lumière d'autres aspects de la ligne de masse. « Dans tout travail pour les masses, nous devons partir de leurs besoins, et non de nos propres désirs si louables soient-ils. Il arrive souvent que les masses aient objectivement besoin de telles ou telles transformations, mais que subjectivement elles ne soient pas conscientes de ce besoin, qu'elles n'aient ni la volonté ni le désir de les réaliser ; dans ce cas nous devons attendre avec patience ; c'est seulement lorsque, à la suite de notre travail, les masses seront, dans leur majorité, conscientes de la nécessité de ces transformations, lorsqu'elles auront la volonté et le désir de les faire aboutir qu'on pourra les réaliser ; sinon, l'on risque de se couper des masses. Tout travail exigeant la participation des masses deviendra quelque chose de tout à fait formel et aboutira finalement à l'échec, si les masses n'ont pas pris conscience de la nécessité de ce travail, n'ont pas manifesté le désir d'y participer volontairement. » Il s'agit là pour les communistes de ne pas imposer aux masses des transformations dont elles ne ressentent pas encore le besoin, d'apporter des explications jusqu'à ce qu'elles en comprennent la nécessité. Il s'agit là encore de combattre l'autoritarisme vis-à-vis des masses.

La question de la ligne de masse se pose donc là où les communistes sont à un poste de direction par rapport aux masses. Mao Tsé-toung a défini la ligne de masse dans la situation des zones libérées en Chine, c'est-à-dire là où le Parti communiste exerçait un rôle dirigeant et où existait un pouvoir rouge.

Pour les marxistes-léninistes, aujourd'hui en France la question de la ligne de masse se pose là où ils exercent un rôle dirigeant par rapport aux masses, c'est-à-dire dans les syndicats et les différentes organisations de masse.

Appliquer la ligne de masse signifie pour les marxistes-léninistes exposer sans rien taire leurs positions, mais ne pas chercher à imposer autoritairement leur point de vue si les masses ne l'ont pas encore fait leur.

Par exemple, appliquer la ligne de masse lors des récentes élections législatives signifiait dénoncer Mitterrand et le révisionnisme, expliquer pourquoi nous appelions à l'abstention afin que telle ou telle section syndicale appelle à l'abstention, mais ne pas imposer cette décision si les masses du syndicat n'y adhéraient pas. Expliquer notre position pour que les masses la fassent leur.

En aucun cas cela signifiait taire le point de vue marxiste-léniniste.

André Colère.

Notre prochain numéro, largement consacré à l'unification des marxistes-léninistes

Irrésistiblement, la ligne prolétarienne d'unification des marxistes-léninistes remporte succès après succès.

Aussi consacrerons-nous une très importante partie de notre prochain numéro à cette question, dont l'importance ne cesse de croître en fonction des agissements du social-impérialisme soviétique en Europe conjugués à ceux des dirigeants révisionnistes du faux Parti communiste en France.

D'ores et déjà nous informons tous nos camarades des C.D.H.R. de l'effort de diffusion exceptionnelle qu'ils auront à soutenir en direction de tous les militants qui se réclament du marxisme-léninisme et de la pensée-mao-tsétoung.

aux herbes sauvages

EXPOSITION-VENTE SUR LA RESISTANCE

JUSQU'AU 30 JUIN

QUELQUES LIVRES SUR LA RESISTANCE

Seghers : la Résistance et ses poètes	49,50 F
Fournier : Terre de combat	28,00 F
Angeli : Debout partisans	24,95 F
Lettres de fusillés	7, F
Ravine : La Résistance des Juifs en France	32,10 F
Paxton : La France de Vichy	13,00 F

La librairie est ouverte le dimanche.

le social-fascisme à Corbeil

A Montconseil, quartier populaire de Corbeil, la mairie avait fermé la M.J.C. en 1970 (baraquement préfabriqué).

Depuis, les jeunes de Montconseil se retrouvaient à la rue ou au snack du quartier.

Celui-ci ayant fermé en janvier 1974, ils n'eurent plus aucun lieu de réunion, et décidèrent d'entrer en pourparlers avec la mairie P.«C.»F.

Le dialogue avec la mairie ne donnant rien (promesses dans le vague), les jeunes, avec le soutien de leurs éducateurs, décidèrent d'occuper la M.J.C. du centre de la ville (située très loin de tous les quartiers populaires, et fréquentée uniquement par la petite-bourgeoisie locale).

La mairie promet alors la nouvelle M.J.C. (en dur, mais aucune activité intéressante n'est proposée aux jeunes) de Montconseil pour finalement leur fermer la porte au nez, et leur donner un local de 30 m2 situé au rez-de-chaussée d'un H.L.M., d'où conflit inévitable entre les jeunes et les locataires.

Chailloux (bonze révisionniste local, adjoint au maire) leur dit : « si vous êtes sages, vous aurez l'ancienne M.J.C. ». Mais en même temps, les révisionnistes commencent à faire enlever les installations sanitaires de cette M.J.C.

Les jeunes n'ayant plus aucune confiance dans les dire des révisionnistes occupent les locaux de l'ancienne M.J.C. et la remettent en état par leurs propres moyens.

C'est le début d'une vie collective.

Pour la première fois, ils prenaient leurs besoins en main, achetaient de leur propre poche la peinture nécessaire à la réfection des locaux.

Les problèmes qui se posaient étaient réglés collectivement, en assemblée générale, où la plus grande démocratie de masse règnait, de larges discussions avaient lieu, où tout le monde s'exprimait, avec prise de décision à la majorité.

Au bout d'un mois la mairie révisionniste, sans consultation de la population de Montconseil, fait raser la M.J.C. par des bulldozers, et sort un tract particulièrement abject et *mensonger*, où elle attaque les révolutionnaires qui soutiennent la juste lutte des jeunes, et les jeunes eux-mêmes : « Il faut stoper les actions des manipulateurs qui utilisent les jeunes pour créer le désordre ».

« Ce taudis, foyer d'incidents et de provocations, sur lequel les gauchistes feignent de s'attendrir, était devenu invivable. »

Devant toutes ces crapuleries, les jeunes occupent la nouvelle M.J.C. (qui n'était pas prévue pour eux) et exigent que les bonzes révisionnistes viennent s'expliquer.

Les dirigeants révisionnistes montrent alors leur véritable nature : LE SOCIAL FASCISME, ils envoient les gardes-mobiles.

Bilan : un copain à l'hôpital, un autre, travailleur immigré yougoslave, au commissariat.

Nous partons alors en manifestation, environ cent, jusqu'au commissariat afin de faire libérer notre camarade.

Devant le refus des flics on force deux adjoints révisionnistes à venir au commissariat avec nous.

Chailloux (encore lui !) va chercher des ouvriers C.G.T. de l'imprimerie Crété en leur disant : « des voyous mettent le feu à la maison de Monsieur le Maire ».

Ceux-ci furent bien surpris en constatant qu'en fait il s'agissait de jeunes travailleurs, dont certains travaillent à Crété.

De larges discussions eurent lieu entre les ouvriers C.G.T. et les jeunes qui leurs expliquèrent la situation. L'affrontement entre ouvriers qu'avaient souhaités les révisionnistes n'eut pas lieu (les ouvriers C.G.T. avaient amenés des barres à mine), la provocation révisionniste a largement échoué

Les adjoints durent alors faire libérer notre camarade, et cédèrent en partie aux justes revendications des jeunes, en leur donnant libre accès à la nouvelle M.J.C.

Une mairie fasciste aurait-elle pu mieux faire ?

Démasquons les dirigeants révisionnistes, agents de la bourgeoisie infiltrés dans le mouvement ouvrier !

A bas les sociaux traîtres !

Vive la lutte classe contre classe !

VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT !

« Les communistes marxistes-léninistes de Corbeil ».

Nantes: manifestation des enseignants au rectorat

Le mardi 4 juin, à Nantes, le recteur d'académie recevait une délégation intersyndicale académique à propos des maîtres auxiliaires dont bon nombre sont menacés de chômage à la prochaine rentrée. A cette occasion, et malgré l'opposition de certains syndicats, trois cents manifestants se trouvaient à la porte du rectorat.

La sortie de la délégation a été l'occasion pour les responsables académiques du S.N.E.S. et du S.N.E.T.P.-C.G.T. de montrer leur vrai visage. Aux trois cents manifestants, maîtres auxiliaires pour la plupart, ils ont refusé de donner le compte rendu de l'audience.

Le responsable du S.N.E.S. (de la tendance Unité et Action, révisionniste) a été retenu deux heures pendant lesquelles il est resté bouche cousue. Devant un tel mépris des syndiqués, nombreux sont ceux qui ont pris conscience de la véritable nature des dirigeants révisionnistes : le *social-fascisme*.

A cette occasion, les différents courants trotskistes du S.N.E.S. (et en premier lieu la tendance « Front unique ouvrier », O.C.I.-A.J.S.) se sont clairement démasqués. Prêts à attaquer verbalement les dirigeants (dans l'unique but de les remplacer bureaucratiquement pour faire le même travail), ils ont été prompts à voler à leur secours lorsque la pression des manifestants s'est faite plus forte, arguant du fait qu' « ils restent nos délégués et qu'ils ne sont pas nos ennemis ».

Eh bien si ! Pour beaucoup d'auxiliaires présents à la manifestation, l'ennemi est apparu comme étant tout à la fois le recteur d'académie et les directions révisionnistes du S.N.E.S. et du S.N.E.T.P.-C.G.T. « Comment confier, se demandaient-ils, à de tels délégués le soin de défendre nos intérêts ? Comment ne pas croire que ce sont eux qui volontairement empêchent la lutte des auxiliaires de prendre plus d'ampleur et d'aboutir ? D'ailleurs le « délégué » du S.N.E.S. ne s'était-il pas *excusé* (!) auprès du recteur pour la manifestation qui avait eu lieu et dont il dénonça les responsables ? »

Seul le S.G.E.N.-C.F.D.T., empêtré avec les bureaucraties des autres syndicats, fit un bilan de l'entrevue avec le recteur et refusa de condamner les manifestants. Cette attitude, non dépourvue d'ambiguïté, lui valut d'être exclu de l'intersyndicale académique.

Pour les dirigeants académiques des syndicats tenus par les révisionnistes, l'ennemi principal n'est pas le recteur mais la masse des auxiliaires qui veulent lutter pour la garantie de leur emploi et pour leur titularisation.

Démasquons toujours plus les directions syndicales pourries révisionnistes, dénonçons l'appui que leur apportent les différents groupes trotskistes !

Correspondant H.R.

INTIMIDATION RACISTE DANS LE MÉTRO

Ces derniers temps, la R.A.T.P. a mis en place dans le métro de nouvelles équipes de sécurité, composées de flics de la R.A.T.P. assermentés, chargés d'assurer la sécurité des usagers (il est notamment question de créer des postes de police dans cinq stations principales du réseau, d'après un chef de station).

DES FAITS

dont j'ai eu l'occasion d'être témoin mais qui, sans doute, ont pu avoir lieu en maintes occasions.

AU METRO BELLEVILLE

Un travailleur immigré se fait interpeller par le contrôle, sans ticket. Les flics de la R.A.T.P. veulent l'embarquer, des usagers s'interposent et se proposent de payer l'amende pour éviter à ce travailleur d'être embarqué. Les policiers de la R.A.T.P. refusent et c'est pas moins de quatre cars « police secours » qui viennent le chercher devant cinquante personnes ébahies par un tel déploiement de force pour un ticket de métro.

A ETOILE

Un travailleur immigré dans un couloir désert, tout à coup est ceinturé par deux flics (sans aucune raison) qui lui demandent ses papiers avec arrogance. Un peu en retrait un raciste avait cru bon de désigner ce travailleur à la vindicte policière.

Il est à remarquer que dans toutes ces opérations, la R.A.T.P. cherche à y faire participer les agents (notamment les poinçonneurs) pour créer un climat de méfiance entre les travailleurs et les diviser grâce au racisme.

Français, immigrés, une seule classe ouvrière !

Ne nous laissons pas abuser par le racisme, arme de division des patrons.

Halte à la fascisation du régime bourgeois !

Un usager.

- ÉCHOS DES LUTTES -

Fonderie Nouvelle (Charleville)

Le patron y pratique la répression la plus systématique : fréquentes mises à pied, licenciement d'un travailleur immigré pour faute grave : cette faute grave c'est de vouloir monter un syndicat C.F.D.T. et de poser des revendications. Ce licenciement a été la cause de la grève qui a commencée le 28 mai à Anse suivie par Saint-Etienne. Sur Dijon, le syndicat C.F.D.T. du bâtiment va informer les 20 travailleurs logés par le patron, qui votent la grève à l'unanimité, le 4 juin, particulièrement sur le problème du logement.

D'autres revendications importantes sont posées : reconnaissance des droits syndicaux, augmentation de 200 F pour tous, etc.

Développons la lutte classe contre classe, pour l'unité des ouvriers, qu'ils soient français ou immigrés, manœuvres, O.S. ou O.P.

Correspondant « H.R. ».
Le 8 juin 1974.

E.G.C.C. (Vigneux) Pour le paiement des salaires

Le patron, Serge Lelier, tente à tout prix de diviser l'action unitaire des ouvriers en les menaçant (s'ils continuent la grève et l'occupation des locaux) de faire appel à la police et de licencier tout le personnel.

Cette situation ne fait que renforcer la détermination des ouvriers et leur volonté de lutter classe contre classe. Ils s'organisent, avec à leur tête un comité de grève composé d'ouvriers de l'E.G.C.C. dont les membres sont révocables à tout moment par les ouvriers. Et décident de passer à l'offensive.

Ils se rendent régulièrement sur les chantiers pour faire les liaisons entre le comité de grève et les grévistes qui sont sur les lieux de travail. A Vigneux, ils se sont emparés de toutes les clés des véhicules de l'entreprise et crevé les pneus de la D.S. du patron qui s'était enfermé à l'intérieur. Le patron essaie de persuader les ouvriers de reprendre le travail en distribuant 100 F par-ci par-là mais ceux-ci restent fermes dans leur position et continuent la lutte.

Correspondant « H.R. ».

Tachon (Bordeaux) « Non aux licenciement, non aux fermetures ! »

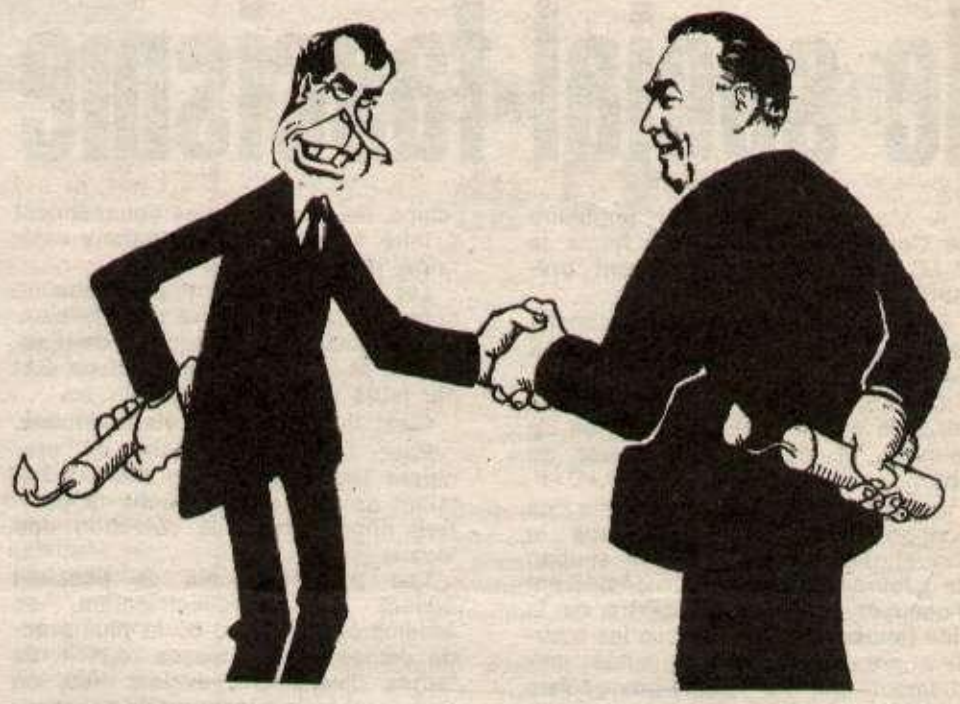
Les réalités c'est la concentration capitaliste, c'est la suppression ou la rentabilisation des secteurs non rentables à Bordeaux **dans un premier temps.** C'est Tachon qui est « restructurée » : 109 licenciements, cette usine de chaussures (secteur en voie intense de concentration : voir Roman, etc.) était déjà menacée depuis mars 1973 mais les révisionnistes ont préféré canaliser la volonté de lutte de la base dans des délégations auprès des « élus » vouées à l'impasse. La nouvelle de licenciements était connue **pendant les élections présidentielles ;** là aussi les révisionnistes n'ont pas voulu troubler la trêve et ont utilisé les licenciements comme argument électoraliste contre Chaban : « La nouvelle société... Tachon » sur des affiches et des tracts sans se soucier d'organiser la riposte.

Aujourd'hui ils sont contraints d'accepter la lutte voulue par les travailleurs de Tachon : **La grève avec occupation** mais les travailleurs doivent se garder du masque de gauche que peuvent prendre le révisionnisme qui cache son vrai visage, celui de pilier de la bourgeoisie, de bradeur des luttes et de social-fascisme. **Correspondant « H.R. ».**

Sobeca (Dijon)

En grève avec occupation depuis le 6 mai. La grève est partie d'une action des mouleurs. D'après certains bulletins de paie d'autres mouleurs, nous nous sommes aperçus que nous étions lésés par rapport aux autres. Nous avons commencé par ralentir les cadences de 30 % pendant cinq semaines, mais le patron a diminué nos paies d'autant. Par suite de ce mouvement, plusieurs autres services ont été touchés par des diminutions d'horaire (le noyautage, l'ébarbage, la recette). Le conflit a éclaté à cause de 2 noyauteurs qui étaient habitués à faire huit heures et que l'on a obligé à faire équipe sans qu'ils soient prévenus. Ils n'étaient pas d'accord pour démarrer à 4 heures du matin, ils sont venus à 6 h 30 comme d'habitude. **Des ouvriers de l'usine,**
Le 6 juin.

La rivalité entre l'Union Soviétique et les Etats-Unis dans l'hémisphère occidental



(Article de « Pékin-Information », n° 22, extraits.)

La rivalité entre le social-impérialisme révisionniste soviétique et l'impérialisme américain dans l'hémisphère occidental reflète le caractère toujours plus acharné de leur dispute globale dont le point clé est l'Europe.

L'hémisphère occidental était « la sphère d'influence » traditionnelle des / Etats-Unis ; or, ces dernières années, alors que leur position de suzerain dans cette région déclinait, le révisionnisme soviétique, omniprésent, a saisi là l'occasion de s'y livrer à l'expansion et à l'infiltration, mettant tout en œuvre pour saper les bases de l'impérialisme américain. Le fait que le révisionnisme soviétique fasse tout son possible pour s'infiltrer dans l' « arrière-cour » de l'impérialisme américain s'explique par les besoins de sa propre stratégie globale et par la volonté de faire réduire les forces de l'impérialisme américain qui rivalisent avec lui en Europe et dans d'autres régions clés. Les Etats-Unis, quant à eux, tentant de bien tenir leurs arrières, ont intensifié leur contre-attaque contre ce plan soviétique.

Expansion militaire

Sur le plan militaire, ayant un pied dans les Caraïbes, le révisionnisme soviétique a mis à profit cette situation depuis la fin des années 60 et a commencé à envoyer ses forces navales et aériennes mener de fréquentes activités en mer des Caraïbes et dans l'ouest de l'Atlantique Nord. Puis, ses bâtiments de guerre, déguisés en « navires de recherche », ont navigué vers le sud pour opérer près des côtes du continent sud-américain.

A présent, l'Union soviétique dispose de bases où faire mouiller ou ravitailler ses forces navales et aériennes, ainsi que d'un grand centre de liaison de télécommunications dans l'hémisphère occidental. Ces activités et installations militaires menacent directement la sécurité des pays latino-américains. Elles constituent aussi une menace pour les Etats-Unis eux-mêmes et pour les voies stratégiques entre le sud et le nord de l'Amérique, ainsi que pour le canal de Panama et le détroit de Magellan — voies stratégiques entre les deux océans.

En réponse, les Etats-Unis ont pris des mesures contre cette expansion militaire. En septembre 1972, les autorités militaires américaines ont ordonné à leurs avions de combat d'intercepter les avions de reconnaissance stratégique à long rayon d'action de l'Union soviétique, en mission au-dessus de l'espace marin en-deçà de 50 milles le long de la côte orientale des Etats-Unis. Ils ont aussi renforcé leurs dispositifs militaires autour du territoire national et dans la région des Caraïbes et, particulièrement, leur capacité de défense anti-aérienne et anti-sous-marine le long des côtes orientale et méridionale.

Les Etats-Unis maintiennent une brigade d'infanterie et une unité de combat des forces aériennes dans la zone du canal de Panama, siège du « Quartier général sud » des Etats-Unis, pour contrôler cette voie stratégique reliant les deux océans, la région des Caraïbes et l'Amérique centrale ainsi que l'Amérique du Sud. Mus par des buts inavoués, les révisionnistes soviétiques ont avancé ces dernières années une proposition pour l' « internationalisation » du canal de Panama. Dans la première décade de février, le gouvernement américain et le gouvernement panaméen ont signé un accord sur les principes relatifs aux problèmes du canal et de la zone du canal. Dans cet accord, le gouvernement américain a cédé quelque peu à propos de la souveraineté de Panama sur la zone du canal, mais a insisté sur son contrôle de la « défense » du canal et de la zone du canal. Ce faisant, les Etats-Unis désirent évidemment faire usage de leurs forces militaires qui y stationnent pour réprimer les mouvements nationaux et démocratiques en Amérique latine et faire face à l'expansion militaire soviétique dans l'hémisphère occidental.

Exportations d'armes considérables

Pendant longtemps, les Etats-Unis furent l'unique fournisseur d'armes des pays latino-américains. Au milieu des années 60, les Etats-Unis ont limité l'exportation des armes modernes en direction de l'Amérique latine. Le Congrès américain a approuvé une loi interdisant l' « aide » militaire aux pays latino-américains qui avaient nationalisé des entreprises des monopoles U.S. C'est dans ce contexte que certains pays d'Europe occidentale ont augmenté de beaucoup leurs exportations d'armes vers l'Amérique latine. L'Union soviétique, ce grande marchand de canons, en a exporté en Amérique latine pour plus d'un milliard de dollars.

Les révisionnistes soviétiques ont toujours utilisé leurs exportations d'armes aux pays du tiers monde comme un moyen pour les contrôler, s'y infiltrer et disputer l'hégémonie à l'impérialisme américain. Leurs énormes exportations vers l'Amérique latine n'ont fait que susciter l'inquiétude des Etats-Unis qui ocnsidèrent depuis toujours ce continent comme leur « sphère d'influence ». Selon une récente dépêche d'A.P., « certains responsables de la défense américaine ont exprimé leur alarme devant le mouvement (d'achat d'armes par les pays latino-américains) vers l'Union soviétique et l'Europe occidentale ». En juin 1973, pour s'opposer aux desseins soviétiques d'exporter des Mig-21 à des pays sud-américains, le gouvernement américain a annoncé qu'il autorisait l'exportation de chasseurs à réaction supersoniques F-5E vers le Chili et quatre autres pays sud-américains. En outre, l' « aide » militaire U.S. à l'Amérique latine est passée de 63 millions de dollars en 1971 à 96,4 millions de dollars en 1973. De cette somme, l' « aide » militaire américaine au Chili s'est élevée à 20 millions de dollars, contre 5 millions de dollars selon le plan initial.

Intensification de leur rivalité

En Amérique latine, en plus de leur dispute militaire, la rivalité des deux supergrands s'est exacerbée dans les domaines politique, diplomatique et économique. Le coup d'Etat militaire survenu au Chili en septembre 1973 fut un effet de cette rivalité aiguë.

Au cours de ces dernières années, les révisionnistes soviétiques, engagés dans une propagande démagogique, ont pratiqué en grand l'infiltration et l'expansion en Amérique latine sur les plans politique, diplomatique et économique en tirant avantage des contradictions toujours plus aiguës entre l'hégémonisme américain et le nationalisme latino-américain, et en arborant le drapeau de l' « anti-impérialisme » et de la « solidarité » avec les mouvements nationaux et démocratiques sur ce continent. Ils ont pris l'habitude d'utiliser le développement du commerce comme un « moyen d'accès » pour se frayer une voie vers l'Amérique latine. A cette fin, ils ont même consenti à de gros déficits dans leur commerce extérieur pendant plusieurs années consécutives. L' « aide » économique et technique et les prêts qu'ils ont offerts aux pays latino-américains sont souvent assortis de conditions leur permettant d'intervenir dans les pays bénéficiaires, de les contrôler et les piller. Les soi-disant « conseillers », « experts » et « techniciens » envoyés par eux aux pays bénéficiaires sont extrêmement actifs partout dans ces pays pour y recueillir des renseignements économiques et militaires. En même temps, ces révisionnistes ont envoyé sans cesse des délégations gouvernementales ou « non gouvernemntales » « visiter » des pays latino-américains, ou y donner des spectacles de chants et de danses, des réceptions cinématographiques, organiser des expositions de livres et de peintures et d'autres activités à des fins d'infiltration idéologique et culturelle. Après le coup d'Etat militaire au Chili, les révisionnistes soviétiques sont devenus plus actifs dans le continent sud-américain, pour s'y assurer un nouveau point d'appui.

Les Etats-Unis font leur possible pour préserver leurs intérêts en Amérique latine

Face aux sentiments anti-américains toujours plus vifs en Amérique latine, et face à la pénétration soviétique qui s'accentue dans ce continent, les Etats-Unis ont procédé récemment à un réajustement de leurs relations avec les pays latino-américains, espérant atténuer leurs contradictions avec ces pays. C'est une tactique « souple » utilisée par les Etats-Unis pour compléter leur tactique de « fortes pressions » à l'égard des mouvements nationaux et démocratiques en Amérique latine. La Conférence interaméricaine des ministres des Affaires étrangères, tenue à Tlatelolco vers la fin de février dernier, a été proposée par les Etats-Unis précisément pour essayer de colporter cette politique. Avant la conférence, les Etats-Unis avaient réglé avec le Mexique le problème, depuis longtemps en suspens, du déversement de l'eau saline dans la rivière qui borde le territoire mexicain ; les Etats-Unis et le Panama ont abouti à un accord sur les principes concernant les questions du canal et de la zone du canal ; et ils sont parvenus à un accord avec le Pérou sur l' « indemnisation » à verser aux entreprises monopolistes américaines nationalisées au Pérou. Au cours de la conférence, les Etats-Unis ont aussi proposé de mettre sur pied avec les pays latino-américains un organisme chargé de traiter les questions découlant de la nationalisation des entreprises américaines de manière à aplanir les différends. Ils ont aussi promis des concessions aux pays latino-américains dans le domaine des relations économiques et commerciales.

La rivalité des superpuissances suscite la résistance des peuples

A la veille de la Conférence interaméricaine des ministres des Affaires étrangères, la clique dominante révisionniste soviétique a intensifié ses activités en Amérique latine et a fait de l'agitation en faveur du développement et du renforcement des « liens entre les pays latino-américains et les pays socialistes ». De leur côté, lors de cette conférence, les Etats-Unis ont fait une proposition pour l'établissement d'une « nouvelle communauté de l'hémisphère ». L'Union soviétique a pour but de faire, à force de séduction, s'écarter davantage des Etats-Unis les pays latino-américains afin de faciliter sa pénétration et son contrôle sur eux. Et les Etats-Unis cherchent à garder les pays latino-américains sous leur contrôle et leur influence, interdisant aux révisionnistes soviétiques de se mêler des affaires de l'hémisphère. Ces deux hypocrites slogans ont été respectivement utilisés par les deux supergrands dans leur rivalité intensifiée pour l'hégémonie dans l'hémisphère occidental. Mais les représentants des pays latino-américains ont souligné à la conférence que le destin de l'Amérique latine est étroitement lié à celui de l'ensemble du tiers monde, et que les pays d'Amérique latine doivent maintenir leurs liens avec les pays africains et asiatiques en lutte. Partant de cette position, les représentants des pays latino-américains ont rejeté la proposition américaine sur l'établissement d' « une nouvelle communauté de l'hémisphère ». Par ailleurs, la conférence a montré la vigilance des pays latino-américains à l'égard des manœuvres des révisionnistes soviétiques. L'intensification de la rivalité pour l'hégémonie dans l'hémisphère occidental entre les deux superpuissances a causé dans cette région un bouleversement et une absence de tranquillité plus grands encore, et elle soulèvera la résistance encore plus énergique des pays et peuples latino-américains.

Renforcement de la dictature de la nouvelle bourgeoisie tchécoslovaque

« Renforcement de la dictature de la nouvelle bourgeoisie tchécoslovaque », ainsi peuvent être qualifiées les mesures adoptées ces derniers temps en Tchécoslovaquie, en vue du « renforcement de l'ordre et de la discipline » et « pour mieux lutter contre les éléments antisociaux ». Une vaste campagne d'épuration a déferlé dans les rangs du parti révisionniste, des dirigeants des entreprises économiques ainsi que dans les domaines de l'art, de la littérature, de la musique, etc. Par ailleurs ces temps derniers la nouvelle loi promulguée par l'assemblée fédérale tchécoslovaque sur « troupes de la sécurité nationale » auxquelles on a donné des droits et des compétences extraordinaires envers quiconque agit contre, ou bien n'est pas d'accord avec le régime au pouvoir est publié dans le journal officiel. Il est à souligner que deux semaines avant la convocation de l'assemblée fédérale tchécoslovaque pour promulguer la loi on a également convoqué une session du soviet suprême de l'Union Soviétique où l'on a analysé les problèmes de la sécurité de l'Etat. Et, comme d'habitude, lorsque les choses sonnent au Kremlin, tous les satellites les entendent, Prague aussi.

Le fait qu'à Prague on élève le ton et qu'on prend des mesures pour consolider l'appareil révisionniste de la violence et du contrôle, témoigne clairement qu'il existe des oppositions, des mécontentements et du désordre dans les rangs du parti révisionniste et des organes de l'Etat. Pour répondre à temps opportun et d'une façon offensive à la situation, comme en a fait appel Husak au dernier plénium, en premier lieu il faut régler les comptes avec tous ceux qui n'admettent pas la ligne politique des révisionnistes de Prague, ces opposants sont assez nombreux. Des données il ressort qu'environ quinze pour cent des membres du parti révisionniste tchécoslovaque ne font preuve d'aucun intérêt pour les problèmes de l'organisation dont ils font partie, alors que plus d'un tiers des organisations de base du parti ne se sont réunies aucune fois pour une période de six mois. Sous le masque de changement des cartes du parti on procède à une élimination en masse des membres du parti. Rien que durant les cinq dernières années on a expulsé des rangs du parti révisionniste tchécoslovaque soixante-quatre mille membres, dont un grand nombre d'ouvriers.

Les révisionnistes de Moscou ont foulé aux pieds la dignité nationale de la Tchécoslovaquie. Celle-ci est considérée comme une province des nouveaux tsars du Kremlin.

Le peuple tchécoslovaque ne peut accepter le régime d'occupation et la politique de soumission que suit la bourgeoisie vassale tchécoslovaque à l'égard de la bourgeoisie soviétique.

Pour paralyser toute activité contre les occupants sociaux-impérialistes soviétiques et le régime au pouvoir, les révisionnistes tchécoslovaques exercent également avec force et ouvertement envers le peuple une grande pression psychologique.

Les organes de la presse et de la propagande tchécoslovaque ont soulevé un bruit sans précédent à propos de la visite du commandant en chef des forces armées du Traité de Varsovie, le maréchal soviétique Yakoubovski et des manœuvres de l'état-major du Traité déroulées le mois dernier en Tchécoslovaquie. On a grossi cet événement à des fins précises, pour montrer au peuple tchécoslovaque que « les alliés internationalistes » sont prêts à intervenir encore une fois en Tchécoslovaquie, comme ils l'ont fait il y a six ans, dans les cas où les intérêts du social-impérialisme soviétique seraient mis en danger dans le pays. En outre la nouvelle loi approuvée par l'assemblée tchécoslovaque sur les « troupes de la sécurité nationale » fait partie de la catégorie de ces mesures urgentes que Prague est obligée de prendre face au mécontement et aux oppositions dans les rangs du peuple travailleur.

Le renforcement ultérieur du contrôle policier révisionniste et de « l'ordre et de la discipline » en général est étroitement lié au renforcement de l'exploitation capitaliste des travailleurs tchécoslovaques. L'économie du pays, établie sur des bases capitalistes, se heurte a de grandes difficultés. De plus, sous le couvert de « l'intégration économique et de la division socialiste internationale du travail », elle s'intègre dans l'économie soviétique et devient son appendice. La Tchécoslovaquie, de même que les autres pays membres du conseil d'entraide économique, a été obligée et est obligée d'accorder à l'Union Soviétique sous la forme des crédits et des investissements, de milliards de roubles pour la construction des ouvrages industriels et pour l'exploitation du fer, du gaz naturel, du pétrole..., dans le sol soviétique. Rien que durant les années 1960-1970, elle fut obligée d'accorder à l'Union Soviétique des crédits et des investissements d'une valeur de 2 milliards de roubles pour l'exploitation du fer, du pétrole, etc. Ces obligations, durant ce quinquennat, deviennent toujours plus grande. L'utilisation des grands moyens financiers de la Tchécoslovaquie dans cette direction n'a guère servi son économie mais au contraire a mené à l'augmentation des profits des capitalites soviétiques.

Lorsque la crise énergétique était au comble, le social-impérialisme soviétique, pour en tirer de plus grands profits et pour venir en aide aux partenaires impérialistes, refusa de satisfaire les besoins en croissance de la Tchécoslovaquie en pétrole et lui demanda de l'importer des autres pays avec des devises étrangères. Dans ces conditions les gouvernants de Prague ont été obligés, à la fin du mois de mars, de doubler les prix de l'essence et d'acheter une partie du carburant dans les autres marchés avec des prix quadruplés.

Les révisionnistes soviétiques, dans le cadre de la « coopération » et de « l'intégration » contrôlent et exploitent directement les richesses nationales de la Tchécoslovaquie. Ainsi par exemple les mines de la matière stratégique qu'est l'uranium de la Tchécoslovaquie, lesquelles sont dans les mains des sociaux-impérialistes soviétiques. Une telle politique a causé des échecs et a augmenté les difficultés économiques. La part de la production industrielle de la Tchécoslovaquie, dans la production globale du conseil d'entraide économique a tendence à diminuer. Si en mai 1960 la production industrielle de la Tchécoslovaquie représentait 7,5 pour cent, en 1970 elle a diminué à 4,2 pour cent et a tendance à diminuer encore à un moment où le poids spécifique de l'Union Soviétique dans la production industrielle du conseil d'entraide économique s'accroît sans cesse. Dans le dernier plénum du Comité central du parti révisionniste tchécoslovaque, les chef de file de Prague ont été obligés d'admettre les échecs et les grandes faiblesses économiques.

Le peuple tchécoslovaque se trouve sous la double domination et exploitation des occupants révisionnistes soviétiques et de la nouvelle bourgeoisie du pays. Les récentes mesures adoptées à Prague visent à consolider la dictature révisionniste, les répressions et la domination économique des sociaux-impérialistes de Moscou et des révisionnistes tchécoslovaques. Elles démontrent que parmi les masses travailleuses du pays existent des oppositions et des désapprobations envers la politique du régime au pouvoir, qu'on nourrit et renforce les sentiments de haine profonde contre les néo-colonialistes de Moscou, qu'il n'y a pas et il n'y aura jamais de conciliation entre le peuple tchécoslovaque, d'une part, et les occupants révisionnistes soviétiques et les chefs de file de Prague, de l'autre.

Extraits de *Zeri I Popullit*
organe central
du Parti du Travail d'Albanie
du 9 juin

HORS DE FRANCE LA FLOTTE DE GUERRE DU SOCIAL-IMPÉRIALISME SOVIÉTIQUE !

Du 21 au 26 juin deux escorteurs d'escadre représentant la flotte soviétique de la Baltique séjourneront en escale officielle à Cherbourg. Intervenant quelques jours après la visite d'une escadre de l'O.T.A.N., cette escale de navires de guerre des révisionnistes soviétiques s'inscrit dans la rivalité acharnée qui oppose les deux superpuissances dans leurs efforts pour contrôler l'Europe.

Depuis quelques mois tout particulièrement les révisionnistes soviétiques ont développé leur prise en tenaille de l'Europe par la mer. Par le renforcement de la flotte de guerre en Méditerranée et par la « descente » de la flotte de la Baltique dans la Manche et l'Atlantique ils cherchent à couper l'Europe de l'Ouest de toutes les routes stratégiques l'unissant au reste du monde, en particulier les Etats-Unis. Dans ce cadre le contrôle de la Manche est d'une importance vitale et nombre d'experts militaires ont établi qu'il s'agit là d'un objectif prioritaire à atteindre pour s'assurer le contrôle de l'Europe de l'Ouest. Mais la flotte de guerre soviétique n'est pas simplement destinée à « appuyer » une agression par terre et par mer elle est aussi en mesure de participer à l'agression par le débarquement de « marines » soviétiques.

Nous posons la question : si l'U.R.S.S. voulait effectivement la paix que viendrait faire la flotte de guerre soviétique à Cherbourg ? Donner des représentations folkloriques ?

Actuellement tout indique que les révisionnistes soviétiques accélèrent les préparatifs de guerre. Récemment ont eu lieu de grandes manœuvres des troupes du Traité de Varsovie et le chef d'état-major de ces forces agressives s'est rendu en Roumanie pour chercher à obtenir des dirigeants roumains leur accord total en vue de la traversée de la Roumanie par des chars d'assaut. En même temps on a assisté à une concentration des troupes russes en Hongrie ce qui a suscité la légitime inquiétude des Autrichiens. Ces faits pris parmi une multitude d'autres, témoignent qu'à l'heure actuelle le danger principal en Europe c'est le social-impérialisme soviétique.

Pour cette raison et parce que notre peuple doit se préparer en prévision d'une guerre impérialiste nous protestons vivement contre la présence de la flotte soviétique dans le port militaire de Cherbourg, alors que les navires soviétiques ne cessent de se livrer à l'espionnage contre notre pays et les autres pays européens. Récemment encore un sous-marin nucléaire français a été surveillé intensément dans les eaux territoriales françaises violées à plusieurs reprises. D'ores et déjà de telles manœuvres constituent des pressions inadmissibles destinées à influer sur la vie politique française et à intimider notre peuple.

Dès maintenant il importe de susciter un courant populaire de vigilance contre les menaces soviétiques et d'exiger du gouvernement qu'il ne fasse aucune concession aux expansionnistes soviétiques.

Dans d'autres pays européens un tel courant déjà se développe c'est ainsi par exemple que plus de 1 000 personnes ont participé à une manifestation organisée par le Parti communiste de Suède contre le mouillage de navires soviétiques dans le port de Göteborg.

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30 ..	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30 ..	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

en bref... en bref... en

Les mineurs américains luttent contre l'importation U.S. du charbon de l'Afrique du Sud

Quelque 8 000 mineurs américains dans l'Etat d'Alabama ont déclenché le 22 mai une grève de vingt-quatre heures pour protester contre l'importation U.S. du charbon de l'Afrique du Sud et pour soutenir le peuple d'Azanie dans sa juste lutte contre le régime raciste d'Afrique du Sud, rapporte l'hebdomadaire américain *Guardian* dans son numéro du 5 juin.

La grève a suspendu toute la production dans la houillère du Warrior River de l'Alabama.

En dépit de l'opposition du peuple américain, The Southern Company et d'autres entreprises géantes de l'énergie électrique U.S. ont signé avec les autorités du régime raciste sud-africain des contrats pour acheter du charbon estimés à des dizaines de millions de dollars américains. Cette action a suscité un grand mécontentement parmi les diverses couches sociales, chez les mineurs en particulier. Elle constitue non seulement une menace directe à l'emploi et aux conditions de vie des mineurs aux Etats-Unis, qui sont riches en charbon, mais conduira à une exploitation accrue des mineurs africains par les autorités racistes d'Afrique du Sud. En effet, cette action est considérée comme un soutien au régime raciste en Afrique du Sud.

Le 22 mai dernier, 1 500 personnes se sont rassemblées à Birmingham, importante ville industrielle du Sud, où se tenait la réunion annuelle des actionnaires de la Southern Company. Les orateurs au rassemblement ont condamné la Southern Company et d'autres monopoles de l'électricité pour leur commerce avec les autorités racistes de l'Afrique du Sud. Ils ont appelé les ouvriers américains à soutenir la lutte des mineurs noirs et d'autres azaniens. « Nous combattons pour les mêmes choses, liberté, droit de vivre décemment et droit de décider de notre propre destin... La seule voie qui nous conduise à la victoire est de nous unir étroitement », a déclaré un orateur. Les participants étaient pour la plupart des mineurs, mais les ouvriers d'environ vingt professions, notamment métallos, ouvriers de l'électricité, ouvriers de la confection et employés publics ont assisté aussi au meeting.

Bravant la pluie, des centaines de mineurs ont organisé une manifestation et placé des piquets devant l'hôtel où les actionnaires se réunissaient. Ils ont été rejoints par des partisans des mouvements de libération africains et des militants dans la lutte pour les droits des Noirs. Les manifestants portaient des pancartes sur lesquelles on lisait « fin à l'impérialisme en Afrique du Sud » et « fin au racisme et à l'asservissement ». Quelques mineurs sont entrés dans la salle de réunion où ils ont déclaré directement leur demande que la Southern Company annule les contrats passés avec l'Afrique du Sud.
(Agence Chine nouvelle.)

—o—

Protestation populaire contre le « mouillage » d'un bâtiment de guerre soviétique à un port suédois

Le « mouillage » d'un bâtiment de guerre soviétique au port de Göteborg a soulevé des protestations de la part de la population suédoise.

Quelque 1 000 habitants de Göteborg ont manifesté hier au port leur opposition à la présence du navire militaire soviétique. Une protestation a été lue contre l'expansion maritime du social-impérialisme soviétique.

Le 7 juin, l'organisation de Göteborg du Parti communiste de Suède a rendu publique une déclaration protestant contre la « visite » du vaisseau soviétique. Condamnant l'expansionnisme des social-impérialistes soviétiques, la déclaration fait remarquer que les forces navales de l'Union soviétique se sont réellement accrues au cours de ces dernières années. La présence de sous-marins nucléaires soviétiques dans l'océan Indien et dans la Méditerranée a fait peser une menace sur la sécurité des petits pays, dit la déclaration. La marine soviétique fait fréquemment intrusion dans les eaux territoriales d'autres pays et construit des ports navals très éloignés de son propre territoire, ajoute la déclaration.

« Tout en parlant à profusion de "paix" et de "sécurité collective" en Europe et en Asie, l'Union soviétique s'efforce de s'engager dans l'expansion des armements et la préparation à la guerre. Sous le prétexte de l'"amitié" avec les peuples arabes, l'Union soviétique agit à l'encontre de leurs intérêts et cherche à maintenir au Moyen-Orient la situation "ni guerre ni paix", dit la déclaration.

Mus par leurs visées impérialistes, les dirigeants soviétiques prétendent que la mer Baltique est une mer à eux, indique la déclaration. C'est une menace pour les intérêts nationaux de la Suède. Il est impératif pour le peuple suédois de se joindre aux combattants contre les manœuvres des deux superpuissances en quête d'hégémonie mondiale, dit la déclaration.
(Agence Chine nouvelle.)

—o—

L'Equateur réaffirme le droit maritime sur les 200 milles marins

Le ministre équatorien des Affaires étrangères, Antonio Lucio, a réitéré le 7 juin la souveraineté et la juridiction de l'Equateur sur la surface, l'eau, le lit et le sous-sol de la mer ainsi que toutes les ressources naturelles dans une zone établie à 200 milles marins de ses côtes.

Il indique que « le concept traditionnel des eaux territoriales est pourri et inopérant ».

Il dit que l'Equateur soutient que les pays côtiers ont le droit de régler l'investigation, l'exploration, l'exploitation et l'utilisation de leurs ressources renouvelables et non-renouvelables dans les eaux établies à 200 milles marins, de prendre des mesures de prévenir, réduire ou éliminer les dommages ou dangers de contamination et les résultats nuisibles ou hasardeux pour le système écologique de la mer, d'autoriser et de participer aux activités d'investigation scientifique et de recevoir le résultat de cette investigation, et de conclure un accord avec d'autres pays ou des organisations techniques correspondantes sur les mesures qu'il juge nécessaires en vue de protéger leurs propres intérêts.

Il indique en conclusion que l'Equateur considérera les aspirations des pays sans accès à la mer et des pays dont les conditions géographiques sont défavorables.
(Agence Chine nouvelle.)

—o—

Une revue srilankaise condamne la rivalité américano-soviétique dans l'Océan Indien

La revue trimestrielle srilankaise *Kalani* appelle dans un récent article les peuples des pays baignés par l'océan Indien à s'unir contre la rivalité pour l'hégémonie entreprise par les Etats-Unis et l'Union soviétique dans l'océan Indien.

L'article écrit : « La clique Khrouchtchev-Brejnev, ayant usurpé la direction de Moscou, a coupé les liens de l'Union soviétique avec les rangs des peuples travailleurs du monde et en a fait une superpuissance et un social - impérialisme. Elle parle encore de la paix mais en fait elle est devenue un agresseur. »

« La rivalité pour l'hégémonie entre les Etats-Unis et l'Union soviétique menace sérieusement l'indépendance et la souveraineté des pays et peuples riverains de l'océan Indien », souligne l'article. « Les gouvernements et les peuples de divers pays ont élevé une protestation énergique contre une pareille action outrancière des deux superpuissances qu'ils ont condamnée en même temps. »

L'article dit : « Le projet de résolution soumis à l'assemblée générale de l'O.N.U. par le Sri Lanka sur la transformation de l'océan Indien en une zone de paix a été soutenu par cent quatre pays y compris la Chine, et adopté à une majorité écrasante des votes. » Les abstentions des Etats-Unis et de l'Union soviétique ont révélé leurs desseins agressifs devant les peuples du monde, indique l'article.

« Les pays et peuples de l'océan Indien doivent s'unir étroitement et accélérer la préparation pour combattre toute agression impérialiste. Telle est la seule garantie fondamentale pour une zone de paix dans l'océan Indien. »
(Agence Chine nouvelle.)

Cinquième Anniversaire du G.R.P.

Il y a bientôt cinq ans, le 6 juin 1969, on a vu apparaître sur la scène politique du Sud-Vietnam et du monde le Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Sud-Vietnam issu des élections du Congrès des représentants du peuple, tenu quelque part dans les régions libérées du Sud-Vietnam. C'est un événement d'une extrême importance dans l'histoire de notre lutte pour la libération nationale menée contre l'agresseur américain.

Aussi, dès le début, l'administration Nixon et le régime de Saigon ont-ils cherché à nier le G.R.P. et à le combattre, le qualifiant de « gouvernement fantôme », de « création du F.N.L. » ou feignant tout simplement de l'ignorer. Mais l'attitude de l'autruche n'a jamais sauvé cet oiseau du danger...

... Vingt années d'agression directe ou par personne interposée n'ont rien apporté aux Etats-Unis. Avec leurs manœuvres diplomatiques pour tenter de réduire l'aide internationale au Vietnam, avec l'extension de la guerre au Nord-Vietnam en 1964 pour « frapper le mal à la source », au Cambodge en mars 1970 pour « nettoyer le sanctuaire du Vietcong » et l'invasion du Bas-Laos en 1971 pour « couper la piste Hô Chi Minh », « le chemin de la logistique », les administrations américaines successives avaient tout tenté pour encercler la résistance sud-vietnamienne pour mieux l'étouffer.

Mais tout cela n'a donné comme résultat que le développement et l'extension du mouvement révolutionnaire à toute l'Indochine.

Au Cambodge, 95 % du territoire sont libérés, englobant 90 % de la population. Le régime de Phnom Penh moribond menace de tomber au moindre coup de vent, face à la marée montante de tout un peuple en lutte.

Au Laos, l'extension de la zone libérée, le renforcement des forces patriotiques et la formation du gouvernement d'Union nationale ont créé une situation favorable irréversible.

Au Sud-Vietnam, les Accords de Paris conclus en janvier 1973, l'existence actuelle de deux pouvoirs, de deux armées et de trois forces politiques, avec les diffi-

En zone libérée, près de Quang Tri : une usine de réparation de machines agricoles.

cultés croissantes du régime de Saigon qui compte ses jours et ne subsiste que grâce à l'aide américaine de plus en plus parcimonieuse, le renforcement rapide d'une vaste région libérée qui s'étend du 17e parallèle à la pointe de Cà Mau et celui du G.R.P. dont l'autorité ne cesse de s'étendre dans le pays comme dans le monde — il est reconnu par une quarantaine de pays — tout ceci suffit à mesurer la progression des forces patriotiques et le recul des forces américano-saigonnaises d'intervention et de guerre.

Le G.R.P. — que Washington et Saigon auraient voulu encercler par la création des Etats voisins hostiles, affaiblir en réduisant le soutien international et combattre dans le pays par la force de leurs armes — se retrouve en 1974 plus puissant que jamais, soutenu et écouté, tandis que le régime de Nguyên Van Thiêu est actuellement divisé en son sein, isolé sur le plan national et international, encerclé en Indochine par un mouvement de libération de plus en plus fort...

... Aucune puissance du monde ne peut empêcher indéfiniment l'avance des forces de libération, de paix, de démocratie. La lutte pour la libération du Sud-Vietnam, décuplée par l'ardente aspiration à la paix et à la liberté de nos populations, coordonnée avec la lutte des peuples frères du Cambodge et du Laos et soutenue par les peuples et les organisations dans le monde, finira par imposer au côté américano-saigonnais le respect et l'application sérieuse des Accords de Paris...

... Le Sud-Vietnam va fêter dans quelques jours le cinquième anniversaire de son gouvernement révolutionnaire. C'est l'occasion pour nous de dresser le bilan des actions passées, de tirer les leçons qui s'imposent, de fixer les tâches futures mais aussi d'exprimer à tous les peuples et organisations, à tous nos amis de par le monde qui nous ont toujours soutenus dans notre combat pour la paix, l'indépendance et la liberté nos remerciements et nous sommes certains qu'ils continueront d'être à nos côtés dans cette phase finale de notre lutte.

Commentaire de l'A.P.G.P.

"LE SOCIAL-IMPÉRIALISME, DANGER PRINCIPAL EN EUROPE"

« Voici près de six mois "l'Humanité rouge" publiait sous la plume du camarade Jacques Jurquet une autocritique quant à la sous-estimation du social-impérialisme soviétique dans notre journal et plus généralement dans les rangs marxistes-léninistes dans notre pays. Les réactions diverses de nombre de lecteurs ont montré que l'on touchait juste. Les lettres appréciant cette initiative furent nombreuses. Mais il apparut très vite que l'ampleur et surtout les conséquences politiques de la lutte à mener contre cette superpuissance, dix fois plus dangereuse que les Etats-Unis parce que camouflée en prétendu Etat socialiste, n'étaient pas comprises. En effet, l'autocritique publiée dans "l'Humanité rouge" ne concernait pas seulement la "quantité" d'articles consacrés au social-impérialisme soviétique mais aussi la "qualité" même de notre ligne quant à l'appréciation de la situation internationale et par voie de conséquence sur la voie de la révolution en France. En effet, comprendre la nature du social-impérialisme soviétique c'est comprendre que la révolution prolétarienne en France ne triomphera que si le prolétariat révolutionnaire de France sait associer la lutte contre la bourgeoisie monopoliste française, la lutte contre son principal pilier social, le révisionnisme moderne, à la lutte pour l'indépendance nationale. C'est comprendre que nous sommes à l'époque que Lénine a si brillamment analysée dans "l'impérialisme, stade suprême du capitalisme" comme "l'époque du capitalisme agonisant et de la révolution prolétarienne. »

Ainsi commence la présentation d'une nouvelle brochure de 52 pages éditée par notre « Humanité rouge » et reprenant les principaux articles publiés dans nos colonnes, de septembre 1973 à février 1974, pour combattre **« Le social-impérialisme, danger principal en Europe ».**

Ce précieux document vient à un moment où commence à s'éveiller parmi les travailleurs la prise de conscience du caractère impérialiste de la politique internationale des dirigeants révisionnistes soviétiques.

Imprimé par nos propres soins, **« en comptant sur nos seuls moyens »**, il est agrémenté de caricatures et bien présenté. Il constitue un excellent outil de propagande, d'un prix restant abordable puisque nous avons pu le limiter à 2,80 F.

Nous ne saurions trop en recommander la plus large diffusion, avant et pendant la période des vacances, dans le cadre de l'effort gigantesque que nous impose l'évolution actuelle de la situation en Europe, marquée par la montée des manigances et manœuvres plus qu'inquiétantes du social-impérialisme soviétique.

L'exemplaire : 2,80 F (port compris)

Lisez, diffusez, étudiez " Pékin-Information "

Un militant, comme un sympathisant marxiste-léniniste ne peuvent se dispenser d'une connaissance sérieuse des articles publiés dans l'hebdomadaire chinois **« Pékin-Information ».**

Ce périodique, publié sous le contrôle direct du Comité central du Parti communiste chinois, permet, chaque semaine, de déchirer le voile des mensonges tissé par la presse bourgeoise française et internationale. Combien de fois, par exemple, n'avons-nous pas compris un événement donné, intervenu en Chine, seulement après lecture de **« Pékin-Information »**, tandis que le plumitif Alain Bouc s'était efforcé d'en fournir dans « Le Monde » une explication fantaisiste, souvent stupide, presque toujours **« antichinoise ».** Qu'il s'agisse de la situation internationale, ou de la lutte idéologique, des événements du tiers monde ou des luttes révolutionnaires dans les pays capitalistes, de la campagne contre les idées vénéneuses de Confucius et des escrocs politiques Lin Piao ou Liou Chao-chi, **« Pékin-Information »** apporte d'innombrables articles et analyses, précieux et indispensables pour une formation idéologique et politique se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung.

Or, le nombre des abonnés en France à ce périodique reste ridiculement bas, très insuffisant.

C'est pourquoi nous appelons nos lecteurs, amis et camarades, à s'abonner sans tarder à **« Pékin-Information »** par l'intermédiaire d'E-100 (organisme habilité à transmettre ces abonnements).

« PEKIN-INFORMATION »

Abonnement un an : 21 F
Abonnement deux ans : 31,50 F
Abonnement trois ans : 42 F

Adressez vos abonnements à :

E-100, 70, rue de Belleville, Paris-20

AFFICHEZ H. R.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE (marxiste-léniniste)

Les militants communistes de la Gauche révolutionnaire (marxiste-léniniste) viennent, lors de leur deuxième congrès, de prendre une décision d'une portée considérable : la dissolution de leur organisation et leur ralliement à l'Avant-garde prolétarienne de notre pays regroupée aujourd'hui autour du journal « l'Humanité rouge » (1). Décision adoptée par 92 % des délégués ,aucune voix contre, et 8 % d'abstention.

Cette décision a été prise sur la base :

1. D'une autocritique approfondie de la Gauche révolutionnaire, constituée en 1972 après une juste scission du P.S.U. et qui se rattacha, d'emblée, au courant du gauchisme moderne. Ce courant se caractérise, dans les faits, par son action contre-révolutionnaire : prétention de la petite-bourgeoisie à se substituer au prolétariat pour diriger la révolution, négation de la nécessité du Parti unique, division de la classe ouvrière, etc. Tous ces éléments font le jeu des dirigeants révisionnistes du P. « C. » F., agents de la bourgeoisie dans la classe ouvrière et fer de lance du social-impérialisme de l'U.R.S.S. dans notre pays.

2. De la reconnaissance de la justesse de la création, en 1967, du Parti communiste marxiste-léniniste de France (P.C.M.-.L.F.), authentique avant-garde prolétarienne de notre pays, qui, selon toutes les informations, continue le combat, malgré son interdiction en 1968 ; et de la reconnaissance de la justesse de sa ligne politique fondamentale visant à arracher la classe ouvrière à l'emprise du révisionnisme moderne, obstacle principal à la révolution prolétarienne, à lutter contre l'hégémonie des deux superpuissances, pour l'indépendance nationale et la révolution prolétarienne.

Cette décision marque le caractère irréversible de la volonté d'unité de tous les marxistes-léninistes sincères au sein de l'Avant-garde, sur la base des principes de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsé-toung et selon la méthode « unité - critique - unité ».

(1) Cf. la brochure de « l'Humanité rouge » : « Les communistes marxistes-léninistes de la Gauche révolutionnaire rallient « l'Humanité rouge » (à paraître avant la fin du mois).

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Anonyme	5
C.D.H.R. F.-Marty M.	32
Sympathisant	2
En supplément à abonnement M. et Mme S...	100
C.D.H.R. J.-Staline S	225
Soutien à H.R.	10,50
Souscription permanente (mai)	60
En supplément à réabonnement M. J.-P.	30
En supplément à réabonnement G. M.	29
Soutien à H.R.	500
En supplément à abonnement G.A.	40
Soutien à H.R. en plus de mon réabonnement F. G.	30
B.S. Soutien à H.R.	20
A.S. soutien à H.R.	50
Sur un marché « Marchais est vendu »	10
C.D.H.R. Ho Chi Minh	81
C.D.H.R. Bologne	10
C.D.H.R. Ho Chi Minh	44
C.D.H.R. Sardaigne	20
C.D.H.R. Staline C	22
C.D.H.R. Province	22
C.D.H.R. Province	100
C.D.H.R. Pierre-Timbaud	57
Soutien permanent R.R.	120
Un camarade fonctionnaire	50
C.D.H.R. N.V.T.	8,60
C.D.H.R. E.-Varlin	19,80
C.D.H.R. Stalingrad	83,90
1 couple d'ouvriers sympathisants	1
C.D.H.R. Haplot	40
1 postier	4
1 étudiante	4
C.D.H.R. D.-Gemnitz	40
C.D.H.R. G.-Péri	96
C.D.H.R. Manouchian	200
C.D.H.R. Frankel	400
C.D.H.R. Guy-Moquet	65
C.D.H.R. Dallidet	74
Des camarades de l'O.R.T.F.	10
C.D.H.R. D.-Casanova	66,10
Totale de la semaine	2 781,90
Total général utilisé pour le remboursement des dettes de l'H.R.	473 232,52

PARIS 15e :

MEETING DE SOUTIEN AU PEUPLE CAMBODGIEN

Cent personnes sont venues témoigner leur solidarité envers le peuple khmer au meeting organisé par le M.N.S.P.I. et H.R. dans le quinzième arrondissement le jeudi 13 juin.

De grandes banderoles exigeant la reconnaissance du G.R.U.N.K. par le Gouvernement français et dénonçant les superpuissances décoraient la salle. Des panneaux illustrant la lutte menée par les étudiants de Phnom Penh contre les traîtres assaillis à l'intérieur même de leur dernier bastion ont été lus attentivement. Il était fait aussi mention de la position des différentes organisations contactées pour participer à l'élaboration de ce meeting dont la section P.C.F. du quinzième, ne voulant pas faire un soutien unitaire avec les révolutionnaires. La solidarité du peuple cambodgien ne pesait pas lourd face au sectarisme des révisionnistes.

Le meeting a débuté par des diapos retraçant la lutte du peuple, la vie dans les zones libérées, et la décrépitude du régime fasciste de Lon Nol. Une intervention commune H.R. et M.N.S.P.I. a suivi.

Une mise au point a été faite en ce qui concerne la campagne calomnieuse de la presse réactionnaire envers les organisations révolutionnaires du Cambodge, présentant, le FUNK comme fauteur de guerre et isolé du monde. L'accueil reçu par onze pays dont la Chine et l'Algérie lors de la visite d'une délégation du G.R.U.N.K. et du F.U.N.K. menée par Khieu Samphan, sa reconnaissance à la conférence des pays non alignés tenu à Alger en septembre dernier et l'appui de sa reconnaissance à l'O.N.U. témoignent du haut prestige de la lutte révolutionnaire du peuple cambodgien dans le monde.

Il a été fait rappel aussi des fulgurantes victoires remportées par les patriotes en moins de quatre ans, qui s'expliquent par le soutien à la politique anti-impérialiste de Sihanouk et le fait que les dirigeants du F.U.N.K. connaissant la nature agressive de l'impérialisme américain ont su se lier aux paysans et organiser la résistance armée avant le coup d'Etat.

— L'intervention a été suivie de celle d'un représentant du G.R.U.N.K. qui a repris les principaux thèmes en les détaillant et les illustrant d'un point sur la situation actuelle à propos de la lutte courageuse menée par les ouvriers, étudiants, enseignants et toutes les couches de la population de Phnom Penh contre le régime fantoche et la répression policière qui s'en est suivie.

— Une motion soutenant le peuple cambodgien a été votée à l'unanimité pour clôturer ce meeting, faisant un point spécial sur la lutte des jeunes aujourd'hui à Phnom Penh.

Des contacts ont été pris avec différentes personnes intéressées par les problèmes anti-impérialistes qui permettent de penser que le soutien au peuple cambodgien ne s'arrêtera pas à ce meeting.

Correspondant « H.R. »

STRASBOURG

Après les élections,
QUELLE VOIE PRENDRE

Meeting organisé par l'Humanité Rouge

Mercredi 26 juin à 20 h 30
Maison des Syndicats

Les révisionnistes portugais au gouvernement, une grave menace pour les peuples européens

Comme notre journal l'a signalé depuis plus de six mois dans ses colonnes, nous vivons, nous, peuple et prolétariat de France, une situation qui est en plein bouleversement, et cela est dû principalement au fait que le monde est l'objet de la rivalité entre les deux superpuissances impérialistes U.S.A. et U.R.S.S. et que dans leur course folle pour le repartage des zones d'influence, l'Europe occidentale représente un enjeu stratégique de taille, qui en fait le lieu privilégié de leur rivalité.

Dans ce sens nous ne pouvons séparer aucunement chaque événement INTERIEUR à une nation — en particulier en Europe — de la réalité de la lutte acharnée que se livrent sous nos yeux l'impérialisme américain et le social-impérialisme révisionniste soviétique.

La situation politique de l'Europe aujourd'hui nous en donne de multiples exemples, comme en Italie ou au Portugal.

En ce qui concerne le Portugal, il faut bien dire, la question est très complexe. Et au-delà des apparences et des « évidences » trompeuses, il nous faut chercher les « clefs » nous permettant d'y voir plus clair.

La lutte armée dans les colonies fut déterminante

Tout d'abord, faisons un retour en arrière, durant quelques temps qui ont précédé la prise du pouvoir par le M.F.A. (Mouvement des Forces Armées).

La première constatation est que le régime fasciste de Caetano soutenu par l'impérialisme américain principalement n'avait pas pu résoudre la question de la guerre coloniale au Mozambique, en Angola et en Guinée Bissau. Caetano n'avait pu faire mieux que son prédécesseur Salazar. Il s'était enlisé et l'armée colonialiste portugaise, retranchée principalement autour des centres urbains, essuyait échec après échec. Par ailleurs, les mouvements de libération nationale renforçaient leur unité de combat, organisaient et développaient la lutte armée et libéraient des territoires toujours plus vastes. La guerre populaire s'étendait et les différents « *Fronts* » devenaient les seules forces représentatives de ces peuples. La création de la République de Guinée fut déterminante. Bientôt reconnue par quatre-vingt-quatre pays et Etats souverains, elle montrait l'échec sur toute la ligne de la politique agressive et guerrière du colonialisme portugais.

Le régime fasciste entre en crise

Parallèlement, cette situation peu brillante n'allait pas tarder à accélérer les contradictions même à l'intérieur du pays. L'économie capitaliste portugaise est très développée du fait que si elle est une puissance colonialiste, elle est elle-même une puissance colonisée, et ce particulièrement par l'impérialisme U.S. Le pillage des colonies profitant bien plus aux firmes étrangères qu'aux capitalistes portugais. L'industrie est extrêmement faible et tranche des secteurs de seconde zone (la métallurgie est pratiquement inexistante). L'agriculture, du fait de ce faible développement industriel, est retardataire et le régime de la grande propriété foncière y est dominant. La bureaucratie y est très développée du fait de la nécessité d'un appareil administratif pour le contrôle des colonies.

Le chômage massif était (et est toujours) passé dans les institutions, et était réglé par une émigration massive vers les Etats monopolistes européens principalement et le Brésil. L'inflation accélérée par la crise générale du capitalisme, en particulier par la chute de l'hégémonie monétaire du dollar U.S., était « payée » par le peuple.

Tout cela évidemment n'alla pas sans que l'opposition spontanée au régime fasciste de Caetano se renforça. Les grèves « économiques » s'étaient multipliées dans pratiquement tous les secteurs de l'économie les derniers mois avant le 25 avril, et cela malgré la répression barbare qui s'abattait après chaque mouvement.

L'officine social-impérialiste P.« C. »P. s'infiltre dans l'appareil colonialiste

Les mois qui avaient précédés le coup d'Etat avaient été marqués par de multiples bouleversements dans le régime qui laissaient supposer un changement prochain.

L'organisation de la classe ouvrière était politiquement inexistante. Au niveau syndical, la division entre organisation et secteurs était grande. La scission du M.C.I. (Mouvement communiste international) provoquée au début des années 60 par la clique Krouchtchev, la majorité des dirigeants du P.C. portugais avait réjoint la ligne des renégats révisionnistes. Totalement inféodé à la ligne des révisionnistes soviétiques — son principal dirigeant, Cunhal, y était exilé jusqu'au 25 avril — et développait une ligne visant à la légalisation du parti et revendiquait le rétablissement d'un Parlement bourgeois. Très peu implanté dans la classe ouvrière, il l'est par contre dans les couches de la petite et même moyenne de la bourgeoisie, en particulier intellectuelle. Profitant de la mise sous les drapeaux de bons nombres d'étudiants qui avaient participé à des mouvements revendicatifs en 1972 et 1973, il est hors de doute qu'il avait réussi à s'infiltrer parmi les officiers de l'armée colonialiste. Pour preuve de la présence de cadres révisionnistes au sein même du M.F.A., on peut se référer aux multiples déclarations faites par certains de ces officiers, comme celle du commandant M. Autunes au Monde diplomatique : « *Nous ne défendons ni ne souhaitons pour les colonies aucun type de néo-colonialisme au profit des Brésiliens, des Américains ou des CHINOIS (souligné par nous)* ». Evidemment il n'est absolument pas fait mention des Soviétiques, alors que leurs ingérences, leur politique de pillage a été maintes et maintes fois dénoncées. Mais on parle d'impérialisme *chinois*, alors que la Chine, de l'aveu même des réactionnaires patentés, est reconnue comme l'amie des peuples et pays en voie de développement...

La concurrence Europe-U.S.A. s'exacerbe...

Simultanément à cette infiltration révisionniste, s'est développé dans la bourgeoisie portugaise un courant politique particulièrement dans les forces armées, hostile à la guerre coloniale et favorable au retour du Portugal dans la zone européenne.

Mais la question était de même nature que celle posée par le régime fasciste espagnol. L'Europe ne peut accepter d'établir des relations politiques, économiques et militaires « *normales* » avec un régime terroriste ouvertement sous l'aile de l'Oncle Sam. Car en réalité, le type d'Etat servait parfaitement l'impérialisme U.S. par le maintien de son pillage dans les zones contrôlées en Afrique et maintenait solidement le Portugal comme base stratégique pour le contrôle de ses voies de communications militaires et marchandes. On se souvient que le Portugal a été le seul Etat à « offrir » ses aéroports militaires pour ravitailler Israël durant la guerre d'octobre 1973. On sait également que la flotte marchande américaine — en particulier les pétroliers — passe par le détroit de Gibraltar...

Mais en fait le régime en place « *gênait* » certaines puissances européennes qui avaient fait ces dernières années une véritable *percée* au Portugal même et dans les territoires colonisés. De 1966 à 1967 les investissements ont doublé de volume. En 1971 également. Et parmi eux, une bonne proportion de monopoles européens (cf H.R. n° 230, page 12). Elles étaient gênées particulièrement par le fait qu'elles cherchent à avoir d'excellents rapports bilatéraux avec les pays du Tiers-Monde producteurs de matières premières, en dehors des pressions des deux superpuissances et que ces pays soutiennent pratiquement et matériellement la lutte armée de libération nationale des colonies portugaises. Ces questions, la bourgeoisie portugaise et son appareil d'Etat fasciste ne les ignoraient pas. Rappellons que Spinola avait publié un livre peu avant le coup d'Etat — qui lui valu d'être écarté de la direction des forces armées — où il exposait ces questions en prenant partie pour la démocratisation. Evidemment, et ce n'est pas un hasard, le livre fut financé par le groupe portugais C.U.F. (Campahia Uniao Fabril) connu pour être favorable à un rapprochement européen...

Par ailleurs on ne peut oublier, comme nous l'avons rappelé plus haut, que tous les événements en Europe ne peuvent être « *détachés* » de la rivalité des deux superpuissances U.S.A.-U.R.S.S. pour l'hégémonie. Comme dit un proverbe de chez nous, « *quand le vent se lève, vient l'orage* ».

... Et le social-impérialisme, dans sa course à l'hégémonie avec les U.S.A., veut en profiter

L'autre superpuissance, le révisionnisme soviétique, cherche par tous les moyens à s'emparer de telle ou telle position de son rival. Il convoite et complote partout dans le monde. Ei si le voile de fumée de la « *détente* » se dissipe peu à peu, c'est pour laisser apparaître derrière l'ombre des chars, des fusées et des sous-marins. Tout comme l'impérialisme U.S., le social-impérialisme soviétique ne veut pas d'une Europe unie et forte. Pour le moment dans la zone « *U.S.* », le social-impérialisme guette chaque occasion pour s'emparer d'une position abandonnée par le concurrent en déclin. Pour appliquer leur ligne contre-révolutionnaire, ils ont à leur solde des agents aux postes de directions de nombreux partis révisionnistes dans le monde. En réalité, tous les moyens lui sont bons pour essayer de renverser à l'intérieur des régimes en place et les remplacer ou tenter de les remplacer par des régimes à leur dévotion.

Comment lier cette situation internationale plus qu'inquiètante au coup d'Etat du 25 avril ?

Ce que nous pouvons dire, c'est que le renversement du régime Caetano est dû *principalement* au développement des contradictions entre l'impérialisme U.S. et certaines puissances européennes à propos des possibilités d'investissement du capitalisme monopoliste ouest européen au Portugal et dans les colonies. L'accélération du règlement du problème colonial par la junte, la démocratisation relative — n'oublions pas que le dirigeant du M.R.P.P. (Mouvement pour la reconstitution du parti du prolétariat) vient d'être arrêté pour diffamation de l'armée — tout cela va dans le sens désiré par l'oligarchie financière ouest européenne. Nous ne pourrions pas en dire autant pour l'Oncle Sam. D'ailleurs la visite cette semaine de Nixon en personne à Lisbonne sera sans aucun doute pour essayer d'obtenir des « assurances » de la junte.

Le social-impérialisme soviétique de son côté, s'appuyant sur son officine le P.C.P., a sans aucun doute marqué quelques points depuis le 25 avril. Preuve en est faite avec la venue au gouvernement de Cunhal qui, jusqu'à présent, était en Union Soviétique. Sans doute ont-ils joué un rôle non négligeable dans le M.F.A., ce qui n'est pas sans être inquiétant.

Une situation inquiétante doit aiguiser notre vigilance

Premièrement, mais pour l'heure c'est secondaire, cela permet au révisionnisme international de claironner encore : « *Le pouvoir n'est pas au bout du fusil, c'est le fusil qui est au bout du pouvoir* » (cf *France Nouvelle* du 11 juin 1974). Mot d'ordre aussi stupide que significatif que les révisionnistes sont prêts à venir au pouvoir par tous les moyens excepté celui du recours à la violence révolutionnaire authentiquement prolétarienne.

Deuxièmement, ce qui est inquiétant dans la situation de tension qui règne actuellement en Europe ,c'est que le nouveau régime a été obligé de faire des concessions au social-impérialisme soviétique — l'échange d'ambassadeur en est un exemple visible — pour maintenir ainsi avec l'actif concours du P.C.P. le maintien de la « *Paix sociale* ». Ce qu'il faut y voir plus profondément c'est que chaque nouveau pas que fait le social-impérialisme pour s'immiscer dans les affaires des peuples et des Etats souverains est une nouvelle menace pour la paix et l'indépendance en Europe et le signe que la bourgeoisie est prête à capituler devant la puissance la plus forte.

A ce titre, nous devons être extrêmement vigilants à toute évolution de la situation au Portugal. Il n'est pas impossible que les impérialistes U.S. acceptent longtemps la présence révisionniste au gouvernement. Immanquablement, la rivalité entre les deux superpuissances va aller en s'aggravant pour l'hégémonie en Europe. Il faut nous y préparer.

Directeur de publication : Suzanne MARTY — C.P.P.P. N° 47291 — Distribution : N.M.P.P. — Imp. S.I.M., 20 rue Sambre-et-Meuse, 75010 PARIS — Dépôt légal : 2e trimestre 1974.